

Cy

COMMISSION PARITAIRE DES GRANDS MAGASINS

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

DU 2 MAI 2000

FIXANT, POUR 2000, LE MODE DE FINANCEMENT, LES BENEFICIAIRES, LE MONTANT ET LES MODALITES D'OCTROI ET DE LIQUIDATION DE LA RISTOURNE SUR LA COTISATION SYNDICALE

(Arrêté royal du... - Moniteur beige du ...)

NEELEGGING-DÉPÔT / REGISTR.-ENREGISTR.

05-05-2000

17-05-2000

N°

54.916/40/312

C4

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

**Art.1** - La presente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant a la Commission Paritaire des Grands Magasins.

CHAPITRE II - RISTOURNE SUR LA COTISATION SYNDICALE

**SECTION 1 - NATURE DE L'AVANTAGE**

**Art.2** - Les travailleurs occupés par une des entreprises visées a l'article 5, a) de la convention collective de travail du 12 Janvier 1981, conclue au sein de la Commission Paritaire des Grands Magasins, instituant un Fonds de securite d'existence et en fixant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 4 mai 1981, ont droit a une ristourne de cotisation syndicale a charge du "Fonds Social des Grands Magasins", dans les conditions fixées par la presente convention collective de travail.

**SECTION 2 - FINANCEMENT**

**Art.3** - Pour permettre au Fonds social de liquider la ristourne sur la cotisation syndicale, la cotisation des employeurs qui doit être versée au Fonds social est fixée a 4 770 F par travailleur occupé a la date du 30 septembre 1999.

La declaration souscrite auprès de l'Office National de Securite Sociale pour le troisième trimestre 1999 fait foi pour le calcul de l'effectif occupé au 30 septembre 1999.

**Art.4** - La perception des cotisations des employeurs par le Fonds Social, calculées conformément a l'article 3, s'opère dans le courant du mois de mai.

Les employeurs versent les sommes dues au plus tard le 31 mai au Fonds Social.

**SECTION 3 - MONTANT**

**Art.5** - Le montant de la ristourne est fixe comme suit :

- a) 4.000 F (99,15 euro) par an pour les travailleurs occupés a temps plein (cotisations syndicales normales) qui sont en regie de paiement des cotisations a la date du paiement de la ristourne;
- b) 2.000 F (49,57 euro) par an pour les travailleurs occupés a temps partiel (cotisations syndicales réduites) qui sont en regie de paiement des cotisations a la date du paiement de la ristourne.

**SECTION 4 - CONDITIONS D'OCTROI**

**Art.6** - Pour bénéficier de la ristourne, les travailleurs visés a l'article 2 doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être affiliés depuis une date antérieure au 1er Janvier 2000 a l'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs fédérées sur le plan national, a savoir :

Cy

- la Federation generale du Travail de Belgique;
- la Confederation des Syndicats Chretiens de Belgique;
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique.

2° **soit être occupés** a la date du 15 juin 2000 par une des entreprises visées a Particle 2 ou, le cas échéant, être a cette date **couverts** par le regime des journées assimilées prévu aux articles 16 et 18 de l'**arrêté** royal du 30 mars 1967, déterminant **les** modalités générales **d'exécution** des lois relatives aux vacances **annuelles** des travailleurs salariés.

**soit** avoir été mis en prepension **selon** le regime prévu par la convention collective de travail conclue le 19 **décembre** 1974 au sein du **Conseil National** du Travail, instituant un regime **d'indemnité complémentaire** pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par **arrêté** royal du 16 Janvier 1975, ou selon le regime prévu par la **loi** du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement **économique** ou avoir pris **leur** prepension de retraite en application de Parrete royal n° 95 du 28 septembre 1982 relatif a la prepension de retraite pour travailleurs salariés, et ne pas avoir atteint Page de la pension legée.

## SECTION 5 - FORMULE DE PAIEMENT ET DE CONTROLE

**Art.7** - Le **modèle** de la **formule** de paiement et de controle est arrêté par le Conseil **d'administration** du Fonds social.

Le Fonds social met, **d'office** ou a la **demande**, les **formules** a la disposition des entreprises.

Les employeurs des entreprises visées a Particle 2 remettent une formule de paiement et de controle **lors** de la paie de la **fin** du mois de **mai**, a chaque travailleur sous contrat de travail, **soit qu'il** est en service, soit **qu'il** est **couvert** par le regime des journées assimilées **défini** a Particle 6, 2°.

Les travailleurs qui ont été mis en prepension ou en prepension de retraite visées a Particle 6, 2°, peuvent **également** obtenir la formule **aupres** de l'entreprise entre le **1er** juin et le 30 septembre, pour autant qu'ils n'aient pas atteint Page de la pension legée.

## SECTION 6 - MODALITES DE PAIEMENT, DE VERIFICATION ET DE CONTROLE

**Art.8** - Le paiement de la **ristourne** se fait soit en especes, soit par cheque **bancaire**. Pour les organisations de travailleurs définies a Particle 6, 1°, qui paient en especes, les modalités sont déterminées aux articles 9, 10 et 11.

Pour les organisations de travailleurs définies a Particle 6, 1°, qui paient par chèque bancaire, les modalités sont déterminées aux articles 12, 13 et 14.

### a) Paiement en espèces

**Art.9** - Chaque organisation représentative **interprofessionnelle** de travailleurs, visée a Particle 6, 1° qui paie la ristourne en especes, **désigne** une association sans but lucratif a laquelle le Fonds social verse les sommes **nécessaires** pour assurer son paiement.

**Art.10** - Les travailleurs remplissant les conditions **fixées** a Particle 6, remettent a l'organisation représentative interprofessionnelle de travailleurs visée a Particle 6, 1°, dont ils sont **membres**, la formule visée a Particle 7.

Cette organisation verifie l'affiliation effective du travailleur intéressé, calcule le montant de sa ristourne, fait controler les operations par une autre organisation representative interprofessionnelle de travailleurs visee a l'article 6, 1°, puis remet au bénéficiaire la somme a laquelle il a droit.

La verification, le controle et le paiement ont lieu du 16 juin au 30 septembre. Le Conseil d'Administration du Fonds Social peut toutefois, par une deliberation specifique, decider de modifier ces dates.

**Art.11** - Avant le 15 novembre au plus tard, chacune des organisations representatives interprofessionnelles de travailleurs, visees a l'article 6, 1°, fournit au Fonds Social un decompte reprenant le montant des sommes reçues, le nombre des formules signées par les bénéficiaires, ainsi que le montant de la valeur s'y rapportant.

Elles ont l'obligation de conserver le double des formules de remboursement, qui peuvent être contrôlés par l'expert-comptable du Fonds Social.

**b) Paiement par chèque bancaire**

**Art.12** - Chaque organisation representative interprofessionnelle de travailleurs, visee a l'article 6, 1°, qui paie la ristourne par cheque bancaire, désigne une association sans but lucratif a laquelle le Fonds Social fait parvenir le nombre de cheques bancaires nécessaires pour assurer le paiement de la ristourne syndicale.

**Art.13** - Les travailleurs répondant aux conditions d'octroi fixees a l'article 6, remettent, en double exemplaire, a l'organisation mentionnée a l'article 6, 1°, dont ils sont membres, la formule visee a l'article 7.

Cette organisation verifie l'affiliation effective du travailleur ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de la ristourne. Apres avoir fait controler ses operations par une autre organisation representative interprofessionnelle de travailleurs visee a l'article 6, 1°, elle émet au nom et au profit de l'intéressé un cheque bancaire numéroté dont le montant représente la ristourne a laquelle il a droit. Ce cheque est délivré a l'organisation par l'administration du Fonds Social.

La verification, le controle et le paiement ont lieu entre le 16 juin et le 30 septembre. Le Conseil d'Administration du Fonds Social peut toutefois, par une deliberation specifique, decider de modifier ces dates.

**Art.14** - Pour le 15 novembre au plus tard, chacune des organisations visees a l'article 6, 1°, fournit au Fonds Social un decompte reprenant le nombre, les numeros et le montant total des cheques qu'elle a émis.

Les organisations sont tenues de conserver le double des formules de remboursement qui sont contrôlées par les personnes désignées a cette fin par le Conseil d'Administration du Fonds Social.

Les cheques bancaires non utilises sont remis a l'administration du Fonds Social au plus tard huit jours apres la fin de la période de paiement.

CHAPITRE III - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

**Art.15** - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er Janvier 2000 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

PARITAIR COMITE VOOR DE WARENHUIZEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST

VAN 2 MEI 2000

TOT VASTSTELLING, VOOR 2000, VAN DE WIJZE VAN FINANCIERING, DE BEGUNSTIGDEN, HET BEDRAG EN DE TOEKENNINGS- EN UITKERINGSMODALITEITEN VAN HET RISTORNO OP DE SYNDICALE BIJDRAGE

(Koninklijk besluit van . . . . - Belgisch Staatsblad van . . . .)

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.  
05-05-2000 | 17-05-2000

54.916 / 100/312

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

**Art.1** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de **Warenhuizen**.

HOOFDSTUK II - RISTORNO OP DE SYNDICALE BIJDRAGE

**AFDELING 1 - AARD VAN HET VOORDEEL**

**Art.2** - De werknemers die zijn tewerkgesteld in een van de ondernemingen bedoeld in artikel 5, a) van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 januari 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de Warenhuizen, tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid en tot vaststelling van de statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 4 mei 1981, hebben recht op een korting op de syndicale bijdrage ten laste van het "Sociaal Fonds voor de Warenhuizen" onder de voorwaarden welke zijn vastgesteld bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

**AFDELING 2 - FINANCIERING**

**Art.3** - Om het Sociaal Fonds in de mogelijkheid te stellen de korting op de syndicale bijdrage te vereffenen, wordt de bijdrage welke door de werkgevers aan het Sociaal Fonds moet worden betaald, bepaald op 4.770 F per tewerkgestelde werknemer op datum van 30 September 1999.

De aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het derde kwartaal 1999 is een rechtsgeldig bewijs voor de berekening van het tewerkgesteld personeel op 30 September 1999.

**Art.4** - De inning van de bijdragen van de werkgevers door het Sociaal Fonds, berekend overeenkomstig artikel 3 geschiedt in de maand mei.

De werkgevers moeten de verschillende bedragen uiterlijk op 31 mei storten aan het Sociaal Fonds.

**AFDELING 3 - BEDRAG**

**Art.5** - Het bedrag van de korting wordt als volgt vastgesteld :

- a) 4.000 F (99,15 euro) per jaar voor werknemers met volledige dienstbetrekking (normale syndicale bijdragen) en die in regel zijn met de betaling van de bijdragen op het ogenblik van de betaling van de korting;
- b) 2.000 F (49,57 euro) per jaar voor werknemers met gedeeltelijke dienstbetrekking (beperkte syndicale bijdrage) en die in regel zijn met de betaling van de bijdragen op het ogenblik van de betaling van de korting.

**AFDELING 4 - TOEKENNINGSVOORWAARDEN**

**Art.6** - Om de korting te kunnen genieten, moeten de onder artikel 2 bedoelde werknemers voldoen aan de volgende voorwaarden :

P reeds aangesloten zijn voor 1 januari 2000 bij een van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal plan verbonden zijn, namelijk :

- het Algemeen Belgisch Vakverbond;
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België.

2° ofwel op 15 juni 2000 in dienst zijn van een van de ondernemingen bepaald onder artikel 2 of uiterlijk op deze datum gedekt zijn door het stelsel van gelijkgestelde dagen, voorzien in de artikelen 16 en 18 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967, tot vaststelling van de algemene modaliteiten voor de uitvoering van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders;

ofwel met brugpensioen zijn gegaan hetzij overeenkomstig het stelsel bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 16 januari 1975, hetzij overeenkomstig de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen of hun brugrustpensioen hebben genomen in toepassing van het Koninklijk besluit nr. 95 van 28 September 1982 betreffende het brugpensioen voor werknemers, en de pensioengerechtigde leeftijd niet bereikt hebben.

## AFDELING 5 - BETALINGS- EN CONTROLEFORMULIER

**Art.7** - Het model van het betalings- en controleformulier wordt vastgesteld door de Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds.

Het Sociaal Fonds verstrekt deze formulieren ambtshalve of op aanvraag van de ondernemingen.

De werkgevers van de onder artikel 2 bedoelde ondernemingen overhandigen, bij de betaling van het loon op het einde van de maand mei, een betalings- en controleformulier aan iedere werknemer verbonden door een arbeidsovereenkomst, hetzij dat hij in dienst is, hetzij dat hij gedekt is door het stelsel van gelijkgestelde dagen zoals bedoeld in artikel 6, 2°.

De werknemers die het brugpensioen of het brugrustpensioen genieten bedoeld bij artikel 6, 2°, kunnen eveneens het formulier bij de onderneming bekomen tussen 1 juni en 30 September, voor zover zij de pensioengerechtigde leeftijd niet hebben bereikt.

## AFDELING 6 - MODALITEITEN VAN BETALING, ONDERZOEK EN CONTROLE

**Art.8** - De betaling van de korting geschiedt ofwel in specien, ofwel met een bankcheque. Voor de werknemersorganisaties welke zijn bedoeld in artikel 6, 1°, en in specien betalen, zijn de modaliteiten vastgesteld bij de artikelen 9, 10 en 11.

Voor de werknemersorganisaties welke zijn bedoeld in artikel 6, 1°, en betalen met een bankcheque, zijn de modaliteiten vastgesteld bij de artikelen 12, 13 en 14.

### a) Betaling in specien

**Art.9** - Elke representatieve interprofessionele werknemersorganisatie, bedoeld in artikel 6, 1°, welke de korting in specien betaalt, duidt een vereniging zonder winstoogmerk aan waaraan het Sociaal Fonds de bedragen stort welke nodig zijn om de betaling te verzekeren.

**Art.10** - De werknemers die voldoen aan de onder **artikel 6** gestelde **voorwaarden**, dienen bij de representatieve **interprofessionele** werknemersorganisaties, bedoeld in artikel 6, 1°, waarvan zij lid zijn, het in artikel 7 bedoeld **formulier** in.

Deze organisatie onderzoekt het werkelijk lidmaatschap van de **betrokken** werknemer, berekent het bedrag van de korting, **laat** deze operaties controleren door een andere representatieve interprofessionele werknemersorganisatie bedoeld in artikel 6, 1°, en geeft de begunstigde het bedrag waarop recht heeft.

Het onderzoek, de controle en de betaling geschieden van 16 juni tot 30 September. De Raad van **Bestuur** van het Sociaal Fonds kan evenwel, na een bijzondere deliberatie, beslissen deze data te veranderen.

**Art.11** - Uiterlijk tegen 15 november **moet elke** representatieve interprofessionele werknemersorganisatie, **welke** bedoeld is in artikel 6, 1°, aan het Sociaal Fonds een afrekening **bezorgen** met het bedrag van de ontvangen **sommen**, het **aantal** door de begunstigten **ondertekende formulieren** en het bedrag dat **ermee** overeenstemt.

Zij zijn gehouden de dubbels van de **terugbetalingsformulieren** te **bewaren**, die **kunnen** gecontroleerd worden door de **expert-boekhouder** van het Sociaal Fonds.

**b) Betaling met een bankcheque**

**Art.12** - Elke representatieve interprofessionele werknemersorganisatie welke is bedoeld in artikel 6, 1°, en de korting **betaalt** met een bankcheque, duidt een vereniging zonder winstoogmerk aan, **waaraan** het Sociaal Fonds het aantal **bankcheques** **stuurt** dat nodig is **om** de betaling van de korting te verzekeren.

**Art.13** - De werknemers die voldoen aan de bij artikel 6 gestelde **toekenningsvoorwaarden** moeten aan de in artikel 6, 1°, **vermelde** organisatie waarvan zij lid zijn, een exemplaar in dubbel geven van het in artikel 7 bedoeld formulier.

Deze organisatie onderzoekt het werkelijk lidmaatschap van de werknemer benevens de **rechtvaardiging** van zijn **aanspraak** en berekent het bedrag van de korting. Zij laat haar operaties controleren door een andere in artikel 6, 1°, vermelde representatieve interprofessionele werknemersorganisatie en **schrijft** op **naam** en ten gunste van de **betrokkene** een **genummerde** bankcheque uit ten belope van de korting waarop hij recht heeft. Deze cheque wordt aan de organisatie verstrekt door de administratie van het Sociaal Fonds.

Het onderzoek, de controle en de betaling geschieden tussen 16 juni en 30 September. De Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds kan evenwel, na een bijzondere deliberatie, beslissen deze data te veranderen.

**Art.14** - Uiterlijk tegen 15 november moet elke organisatie welke is bedoeld in artikel 6, 1°, aan het Sociaal Fonds een afrekening bezorgen met het aantal, de **nummers** en het totaal bedrag van de door haar uitgegeven cheques.

De organisaties zijn gehouden de dubbels van de terugbetalingsformulieren te bewaren. De controle **ervan** wordt **gedaan** door personen die **daartoe** door de Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds zijn belast.

De niet **gebruikte** bankcheques worden **teruggegeven** aan de administratie van het Sociaal Fonds, en dit hoogstens acht dagen na het einde van de **betalingstermijn**.



HOOFDSTUK III - INWERKINGTREDING EN DUUR

**Art.15** - Deze collectieve **arbeidsovereenkomst** treedt in werking op 1 januari 2000 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

---